



Shielding  
your future

**SSF**

SCUTUM SECURITY FIRST

# Focus Info

YOUR VOTE  
MATTERS



## Inde

### Elections générales

## Vers un troisième mandat pour Narendra Modi et son projet hindou



Les **970 millions** électeurs de la “**plus grande démocratie du monde**” ont commencé à se rendre aux urnes pour les **élections générales du 19 avril au 1er juin** qui confirmeront ou non Narendra Modi à son poste de Premier ministre. **Au pouvoir depuis 2014**, Modi a grandement modifié le paysage politique indien pour transformer l’Inde en ce que certains appellent aujourd’hui une “**démocratie illibérale**” en raison du **renforcement de l’autoritarisme** ou encore une “**démocratie ethnique**” en lien avec l’**imposition de l’hindutva** par son parti, le Bharatiya Janata Party (BJP).

Les élections, visant à renouveler les membres de la **chambre basse du Parlement (Lok Sabha)**, se déroulent en 7 phases qui s’étendent sur 44 jours avant la proclamation des **résultats le 4 juin**. Afin d’assurer la bonne tenue du scrutin, des **dizaines de milliers de membres des forces de sécurité** seront déployés pendant toute la période. L’Inde enregistre des **violences partisans** récurrentes à l’occasion des grands rendez-vous électoraux.

L’opposition, actuellement en position de faiblesse, ne semble pas être en capacité de s’imposer face au BJP. Mais si **la victoire de Modi ne fait aucun doute**, son ampleur reste à mesurer. Le BJP cherche en effet à obtenir une majorité constitutionnelle de 400 sièges à la *Lok Sabha* afin d’asseoir sa domination sur le paysage politique et de mettre en oeuvre son programme nationaliste. **Quelles perspectives politiques est-il alors possible d’envisager pour ces élections et après ?**

## Quel bilan pour Narendra Modi, un Premier ministre populaire ?

Agé de 73 ans, Narendra Modi reste populaire après 10 ans de pouvoir. Omniprésent, il a centralisé son parti autour d'une figure unique, la sienne. Sa popularité, portée par **ses talents oratoires**, tient en partie à **sa politique domestique en matière de sécurité et l'image qu'il a su projeter sur la scène internationale**. Au-delà de ces points, son dernier mandat restera marqué par la crise agricole, l'imposition de *l'hindutva* et le renforcement de l'autoritarisme.



*Discours de Modi le 15 août 2022 à l'occasion de la célébration du Jour de l'Indépendance*

### ***La crise agricole (2020-2021 puis 2024), un point sensible pour le Premier ministre d'un pays majoritairement rural***

En Inde, le secteur agricole concentre près de **40% de la population** et représente **15% du PIB**, conférant aux agriculteurs un **important poids politique**. Face à des difficultés structurelles et profondes (besoin d'investissements et de modernisation, conditions météorologiques...), des **tensions avec le gouvernement** se sont formées en septembre 2020, lorsque le Parlement a adopté trois lois, sans concertation avec les syndicats agricoles, qui visaient à **libéraliser le commerce agricole**. Celles-ci portaient plus particulièrement sur le système des "*mandis*", marchés régulés par l'État garantissant aux agriculteurs d'écouler leurs produits essentiels, comme le blé ou le riz, à un prix minimal.

En réaction, des dizaines de milliers de paysans, majoritairement du Pendjab, d'Uttar Pradesh et de l'Haryana, ont **encerclé la capitale pendant 15 mois**. Face à cette mobilisation historique, maintenue en dépit d'une forte répression (près de 700 morts), Modi s'est finalement résolu à **suspendre sa réforme**, marquant un précédent pour un Premier ministre peu habitué au dialogue et qui pour la première fois reculait devant un mouvement social.

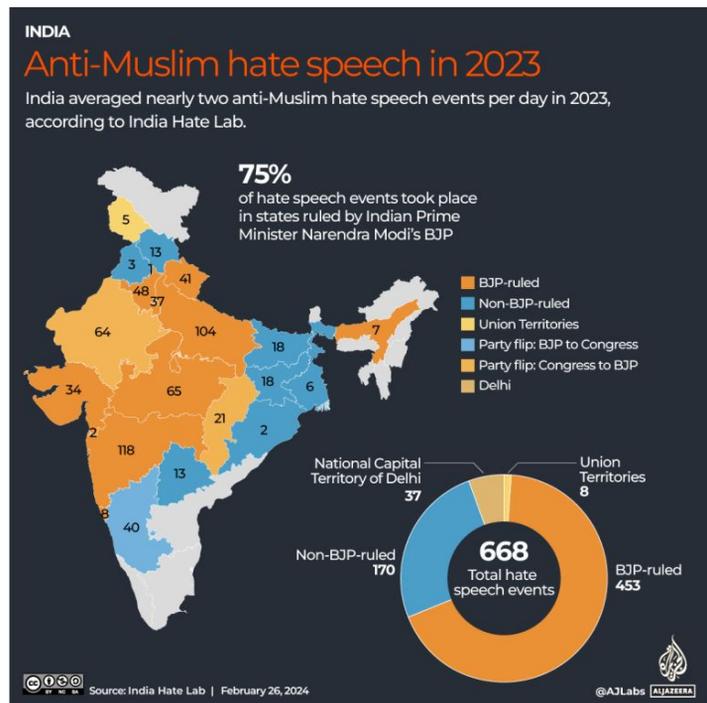
Plus de deux ans plus tard et alors qu'aucune décision n'a été prise, **la colère gronde de nouveau**, avec pour revendication principale une revalorisation des prix planchers des céréales qu'ils cultivent et l'élargissement de ce mécanisme à toutes les cultures. Le 12 février, des groupes d'agriculteurs, comme le Samyukta Kisan Morcha et le Kisan Mazdoor Morcha, ont organisé une nouvelle marche vers Delhi (*Dilli Chalo*) faisant **craindre un nouveau siège de la capitale** à la veille des élections. Le gouvernement indien a alors barricadé la ville mais sans recourir à une répression policière trop brutale, conscient que l'usage d'une force excessive pouvait mettre en péril l'image soigneusement construite par le Premier ministre d'un leader positionné au côté des défavorisés.

L'enjeu est de tout premier ordre dans la perspective des élections générales, face à une opposition qui peine toujours à se structurer mais a axé sa campagne sur les préoccupations des agriculteurs et autres classes défavorisées.

### *La place centrale de l'hindutva ou la formation d'une nation ethno-religieuse*

Bras politique du nationalisme hindou, le BJP milite depuis sa création en 1980 pour **l'assimilation de la nation indienne à la majorité hindoue** (80% de la population).

Faute de majorité politique, les premiers gouvernements du BJP ont prudemment évité de donner suites à ses revendications les plus clivantes. Suite aux dernières élections générales (2019), dont Narendra Modi est sorti renforcé, un **retour décomplexé du BJP à la promotion de l'hindutva** (hindouïté) a cependant été mis en oeuvre.



Source : India Hate Lab. Allazeera. 26 février 2024.

Devenu le gourou de cette idéologie, Narendra Modi l'instrumentalise désormais comme **tremplin pour obtenir un troisième mandat**.

Forte de 200 millions d'Indiens, la **minorité musulmane** en constitue la première cible, présentée comme une **menace pour la majorité hindoue**. Plusieurs lois empreintes de cette idéologie ont été adoptées ces dernières années, à l'image du **Citizenship Amendment Act** de 2019, excluant les réfugiés musulmans de l'éligibilité à la citoyenneté indienne. La **révocation de l'autonomie du Jammu-Cachemire**, seul État à majorité musulmane, a depuis été confirmée par la Cour suprême, en décembre 2023.

En janvier 2024, une nouvelle étape a été franchie, avec le **basculement de la République laïque indienne vers "une nouvelle ère"**, annoncée par Narendra Modi lui-même à l'occasion de l'inauguration à Ayodhya d'un temple dédié au dieu Ram, construit sur les ruines d'une mosquée détruite en 1992.

### *La construction progressive d'une démocratie illibérale*

Depuis son arrivée au pouvoir, Narendra Modi n'a eu de cesse d'**affaiblir l'opposition**, à coup notamment de redressements fiscaux et d'enquêtes de police. De 2014 à 2022, 95% des enquêtes menées par la Direction de l'application des lois (ED) et le Bureau central d'enquête (CBI) se sont ainsi concentrées sur l'opposition (contre 54% des enquêtes de l'ED et 60% des enquêtes du CBI sous le gouvernement précédent).

Face à cette dérive, l'institut suédois V-Dem classe désormais l'Inde dans la catégorie des "**autocraties électorales**", qui ont l'apparence des régimes démocratiques mais, en réalité, sapent l'indépendance et la neutralité des contre-pouvoirs (justice, médias - l'Inde étant classée 161e sur 189 par l'ONG Reporters sans frontières), et les instrumentalisent contre l'opposition.

Dernier épisode en date, le 21 mars 2024, le ministre en chef de l'Etat de Delhi, **Arvind Kejriwal**, a été **arrêté pour corruption**, dans une affaire qualifiée par ses partisans de "conspiration politique" à moins d'un mois des élections nationales. Près d'un mois plus tôt, son parti, l'**AAP**, concluait un accord d'alliance avec le parti du **Congrès** pour se partager les sièges dans cinq Etats (Delhi, Goa, Gujarat, Haryana et Chandigarh) lors des prochaines élections. Son arrestation a donné lieu à des **manifestations d'ampleur** à Delhi et dans l'État du Pendjab, également dirigé par l'AAP.



*Arvind Kejriwal le 2 avril 2023*

Au même moment, le Congrès, plus grand parti d'opposition, indiquait que l'administration fiscale centrale avait gelé des millions de dollars sur ses comptes bancaires, paralysant sa capacité à faire campagne.

## L'opposition en difficile construction face à la puissance du BJP

Avec 78% d'opinion favorable (Morning Consult, février 2024) et 48% des intentions de vote (CSDS, avril 2024), Narendra Modi se présente en grand favori d'élections générales sans grand suspens.

Face à lui, le leader du Congrès, **Rahul Gandhi**, ne rassemble que **27% des intentions de vote** dans les derniers sondages. Après deux débâcles en 2014 et 2019, l'héritier de la dynastie Nehru-Gandhi reste de fait largement considéré comme déconnecté des préoccupations des Indiens ordinaires.

Son alliance avec d'autres partis peine également à convaincre. Lancée à l'été 2023, l'**Indian National Development Inclusive Alliance (INDIA)** forme un **rassemblement très hétéroclite**, sans vision d'ensemble, éclaté entre une quarantaine de partis aux assises régionales et/ou religieuses.



*Rahul Gandhi*

Seul parti d'opposition à avoir une présence panindienne, le Congrès s'y est adjoint des forces aussi diverses que des communistes, des nationalistes d'extrême droite ou encore des musulmans. Le Congrès a par ailleurs perdu le poids historique qu'il a pu avoir, et n'a plus qu'une cinquantaine de sièges à la *Lok Sabha* (contre 301 pour le BJP), ce qui n'est pas très éloigné de certains partis qui ont donc du mal à accepter son leadership dans l'Alliance, dès lors minée par des luttes intestines.

Dans certaines circonscriptions, les partis d'opposition se sont cependant entendus pour présenter un candidat unique face au BJP, qui domine les États du nord et de l'ouest mais est plus faible dans le sud et l'est. Ces accords, destinés à limiter l'éparpillement des voix, pourraient leur permettre de maximiser leurs chances d'emporter des sièges étant donné le mode scrutin à un tour.

## Une victoire du BJP assurée, vers la construction d'une nation hindoue

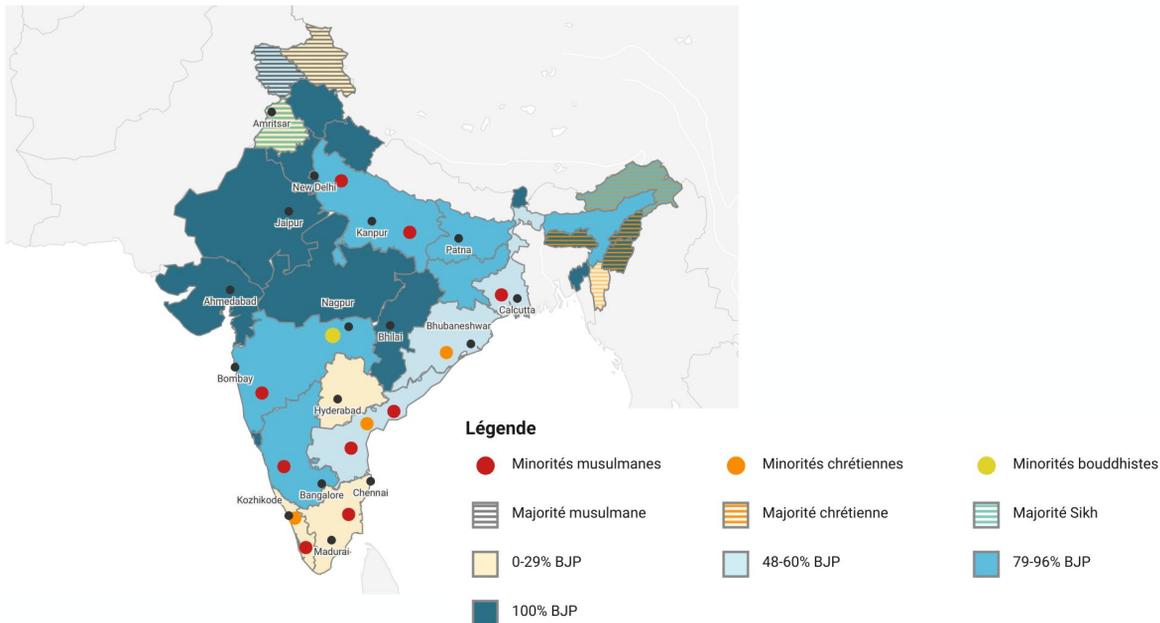
En novembre 2023, les élections régionales au Madhya Pradesh, Rajasthan, Chhattisgarh et Telangana ont conforté largement le BJP et fragilisé encore l'opposition, le Congrès ne conservant désormais la tête que de 3 des 28 États.

Aussi, en cas très improbable d'une victoire de l'opposition, celle-ci pourrait tenter de changer les lois votées par le BJP mais se heurterait à une difficulté de taille : l'influence désormais incontournable de la matrice du nationalisme hindou au sein de la société. Le pays a de fait déjà basculé vers la constitution d'un Etat hindou dont la trajectoire sera difficile à dévier.

Pour le BJP, l'enjeu principal des élections générales est ainsi d'**atteindre une majorité constitutionnelle** d'au moins 400 sièges à l'Assemblée, ce qui lui permettrait d'asseoir sa domination sur le paysage politique mais également de **durcir encore sa ligne, avec un agenda avant tout culturel**. Parmi ses projets, celui d'un code civil uniforme pour toutes les communautés religieuses, afin d'empêcher que les minorités continuent à bénéficier des "lois personnelles". L'Inde serait alors susceptible de devenir un État religieux, imprégné de la vision BJP-RSS de ce que signifie être hindou.

### Intentions de vote en faveur du BJP pour les élections 2024 et religions en Inde

Cette carte illustre la part des sièges qui devraient être remportés par le BJP et ses partis alliés lors des élections générales de 2024 ainsi que la répartition des communautés religieuses en Inde. Cette superposition permet de montrer l'importance de la religion lors du choix de vote.



Les régions non hachurées sont à majorité hindoue.

Map: Scutum Security First (SSF) · Source: Statista & Le Monde Diplomatique · Created with Datawrapper

# SSF Information & Analyse



## Veille, Évaluation des risques et Prospective

Acteur reconnu de la **prévention et de la gestion des risques à l'international**, Scutum Security First (SSF) est la référence française du Travel Risk Management et de l'information sécuritaire (alertes, bulletins de veille, fiches pays, études personnalisées).



### Alertes 24/7

Alertes sécurité/sûreté sur 203 pays et territoires, 24h/24 et 7j/7 en français et en anglais.



### Fiches Pays

Analyse de la situation sécuritaire par zones et type de risques pour chaque pays du monde.



### PMPR

Point mensuel des pays à risques : bilan sécuritaire et calendrier des événements du mois à venir.



### Études personnalisées

Rapports et bulletins de veille sur une zone, un pays, une problématique sécuritaire.